

Pays: Danemark

Commission: Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

Problématique: Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?

Le Danemark est un pays du nord de l'Europe qui est connecté par voie terrestre avec l'Allemagne et depuis 1999 avec la Suède à travers le Pont de Øresund qui traverse la mer Baltique. Le pays appartient à l'Union Européenne depuis 1973 et aujourd'hui il vit dans un régime monarchique parlementaire, démocratique et monocaméral. Le Premier ministre est dès 2019 Mette Frederiksen, du Parti social-démocrate du Danemark.

Le conflit Syrien dure depuis 10 ans déjà et représente une menace internationale à cause des conséquences que ce conflit peut provoquer comme des migrations de masse ou encore la persistance au pouvoir d'un régime non démocratique. Les réfugiés syriens atteignent 7 millions et le nombre de victimes totales de ce conflit est de 500 000 en 2020.

Cet affrontement a commencé dans un premier temps par des manifestations pacifiques, aujourd'hui connu comme le Printemps Arabe, avec l'objectif de renverser le gouvernement de Bashar Al-Assad traité d'antidémocratique par les manifestants. Ce conflit qui premièrement semblait vouloir implanter un régime plus démocratique a dérivé dans un conflit national entre différents groupes qui furent chacun soutenu par les puissances nationales proches (Arabie Saoudite, Turquie, Iran etc...) et des grandes puissances internationales (Russie, Etats-Unis etc..). Le président Al-Assad a progressivement repris le contrôle de cette guerre civile syrienne avec l'appui de la Russie et de l'Iran. Le Danemark comme pays membre de l'OTAN et de l'UE doit suivre les directives et appuyer politiquement et militairement ses alliés qui font partie de ces organismes internationaux si la situation le demande. Cette tâche se présente complexe vue l'implication de membres notamment de l'OTAN tels que la Turquie ou les Etats-Unis dans le conflit, dont les intérêts sont divers. Cette lutte pose aussi un sérieux problème humanitaire de migrations massives d'habitants qui fuient la guerre civile vers l'Europe à la recherche d'une nouvelle vie et tout de même les millions de personnes qui se trouvent sur le terrain qui souffrent les conséquences de cette guerre.

L'Europe doit agir en faveur de la démocratie en Syrie et surtout en faveur des citoyens: de leurs libertés, leurs droits et de leur bien être. Pour cela l'Europe doit maintenir le flux de migrants rentrant dans le territoire comme le stipule le projet de coopération entre la Turquie et l'Union Européenne du 26 mars 2016 : il prévoit l'accueil en Turquie des Syriens qui ont fui le conflit et qui se sont retrouvés dans la zone des îles grecques; en échange l'UE pourvoit un soutien financier pour leur assurer un accueil correct. Mais pour pouvoir faire revenir les migrants dans leur pays d'origine il est premièrement nécessaire d'assurer un terrain moins hostile en Syrie et donc plus sûr pour ses habitants. Il faut absolument oublier l'intérêt que les ressources fossiles peuvent éveiller chez les grandes puissances mondiales et travailler avec elles pour assurer un futur en paix et en démocratie qui doit être l'objectif final.

Pour renforcer notre politique d'accueil contrôlé et sûr de migrants, nous proposons une réforme du traité de coopération avec la Turquie pour continuer à assurer les conditions de vie digne des migrants dans leur pays d'accueil en échange éventuellement de renforcer l'aide financière destinée à ce sujet. Nous proposons dans le cadre de la reconstruction politique en Syrie et en ligne avec les intérêts européens, une transition vers la démocratie, intégratrice de toutes les coalitions qui souhaitent participer à ce modèle. Tout de même, assurer la liberté d'expression dans ce nouveau régime sera essentielle comme un pilier fondamental de la démocratie. Pour arriver à ces objectifs, il sera impératif de renforcer l'alliance internationale contre les groupes les plus extrémistes tels que Daesh sans oublier l'aide humanitaire aux civils qui se trouvent sur le terrain ce qui permettra en même temps de réduire le nombre de migrants. Un acteur fondamental sera sans doute le gouvernement en place en Syrie. Même si les idéaux politiques sont contraires, il sera indispensable de négocier et de retrouver des points communs qui puissent servir comme base d'une future démocratie. À la fin du conflit, le jugement des personnes ayant causé des morts devra être juste et toujours en garantissant les droits des accusés. Une juridiction impartiale comme la Cours Pénale Internationale est le modèle à suivre pour pouvoir sans contrainte juger tous les crimes contre l'humanité.

Encore une fois la meilleure solution pour résoudre le complexe conflit du Moyen Orient est sans doute de mettre en avance les valeurs démocratiques et surtout de rabaisser les tensions pour pouvoir assurer une vie digne à

tous les syriens innocents en coopérations avec les partis impliqués. Démocratie puis justice, voilà les clés pour en finir avec cette guerre atroce.